

Clarté

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!

Février 2020 - numéro 36

Saluons celles et ceux qui ont tenu tête au gouvernement Legault en 2019

Par JP Fortin

Le début de la seconde année du mandat de François Legault nous amène à dresser le bilan de l'opposition au premier gouvernement caquiste de l'Histoire. Une chose est certaine, plusieurs organisations, groupes et syndicats lui tiennent tête.

Il faut dire que jusqu'à présent, le gouvernement Legault ne se compare peut-être pas encore aux rouleaux compresseurs Doug Ford en Ontario et Jason Kenny en Alberta. En, effet, François Legault bénéficie de surplus budgétaires générés par les coupes sombres dans les services publics et l'austérité des libéraux qui l'ont précédé. De plus l'économie semble avantagée par la faiblesse du dollar canadien. Mais malgré ces surplus, il ne faut pas croire pour autant que le nouveau gouvernement entend réinvestir massivement dans l'éducation ou la santé. Une des premières mesures adoptées par ce gouvernement a été de plafonner la taxe scolaire au taux le plus bas de la province. Résultat : les commissions scolaires (ou ce qui en restera une fois le projet de loi 40 adopté) devront chercher un manque à gagner de 900 millions dans les coffres de l'État. Legault aura bientôt réussi à dilapider les surplus en cadeaux fiscaux, sans améliorer la condition de vie de millions de québécois-e-s. Quel exploit!

LA CAQ CONTRE LES MINORITÉS ET LES PERSONNES IMMIGRANTES

Parmi les résistant-e-s, il y a ceux et celles qui se mobilisent contre les lois et les mesures discriminatoires d'un gouvernement qui cible les immigrant-e-s, les femmes musulmanes voilées, les réfugié-e-s, etc. Nous faisons face à un gouvernement de manipulateur-trice-s et d'opportunistes.

En effet, là où le gouvernement Legault supplante certainement les libéraux, c'est dans sa capacité d'exploiter les questions identitaires pour augmenter ses appuis. Toute opposition à la fameuse *Loi sur la Laïcité de l'État* devient une attaque «anti-Québec». Quand elle est critiquée hors du Québec, elle est aussitôt assimilée à du *Quebec-bashing*. Quand les femmes musulmanes, les principales concernées, s'y opposent, on parle de «rejet du Québec» par les «immigrées» et les «islamistes». Quand les syndicats protègent leurs membres contre la discrimination, ils deviennent des «syndicats islamo-collabo». C'est ça le nationalisme sectaire de la CAQ.

La CAQ peut aussi compter en cette matière sur l'appui indéfectible du Parti québécois. Les péquistes sont toujours prêts à jouer du coude dans les instances syndicales pour faire dérailler toute mobilisation contre la Loi 21. Ce parti de plus en plus moribond semble convaincu dur comme fer qu'en appuyant des lois discriminatoires contre les minorités, l'ardeur souverainiste pourrait reprendre du poil de la bête. De ce savant calcul, le PQ en vient à appuyer inconditionnellement cette loi, quitte à l'adopter sous le bâillon et même si elle contrevient aux Chartes des droits.

Le contrôle de l'immigration est une autre lubie caquiste. De la réduction du nombre d'immigrant-e-s et la destruction de 18 000 dossiers en attente, à la réforme du PEQ, le ministre Jolin-Barette s'est empressé de multiplier les mesures bâclées. Malgré qu'elles ne tinsent pas la route, le ministre persistait obstinément à les défendre. Mais, comme elles le plaçaient en porte-à-faux même vis-à-vis du patronat, le premier ministre Legault a fini par le rappeler à l'ordre. Le ministre défend maintenant l'augmentation de la proportion d'immigrants économiques au détriment des réfugiés jusqu'à 2022. Comme quoi il est toujours possible d'apprendre qui mène vraiment les affaires au Québec.....**SUITE page 7** →

Flics et compagnies, hors du territoire Wet'suwet'en!



Malgré les discours des politicien-ne-s et des chefs d'entreprise à propos de la «réconciliation» et du «respect des droits autochtones», l'invasion du territoire traditionnel Wet'suwet'en dans le centre-nord de la Colombie-Britannique par la Coastal GasLink (CGL) et la GRC se poursuit. À la suite de la récente ordonnance de la Cour suprême de Colombie Britannique privilégiant les intérêts des pipelines et l'extraction des ressources, le Parti communiste du Canada exprime sa pleine solidarité avec les chefs héréditaires Wet'suwet'en et les autres défenseur-dresse-s des terres, et se prononce pour l'expulsion de CGL de ce territoire traditionnel.

Le Canada est signataire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui exige le «consentement libre, préalable et éclairé» des peuples autochtones avant tout projet de développement économique sur leurs territoires. Mais honteusement, les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada continuent obstinément d'interpréter les obligations légales découlant de cette Déclaration de la façon la plus étroite possible.

Le *Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination Raciale* a averti que des projets tels que le pipeline CGL vers Kitimat, le barrage du site C et l'expansion du pipeline TransMountain pourraient causer «un préjudice irréparable aux droits, à la culture, aux terres, aux territoires et au mode de vie des peuples autochtones.» Le Comité des Nations Unies se dit troublé par le «harcèlement et l'intimidation» exercés par la GRC et alarmé par «l'escalade de menaces de violence».

Cette forte déclaration fait suite à de récentes révélations selon lesquelles la GRC était prête à utiliser une force léthale meurtrière contre les défenseur-dresse-s pacifiques des terres. Le 7 janvier 2019, la GRC avait mis en application une injonction provisoire antérieure, utilisant des agents lourdement armés pour arrêter 14 personnes à une barricade érigée par les Wet'suwet'en sur le chemin du service forestier Morice River, sur les territoires du clan Dark Horse près de Houston en Colombie Britannique. Des documents judiciaires publiés par le journal britannique *The Guardian* ont rapporté que la GRC avait déployé des tireurs d'élite lors de cette descente et avait ordonné aux policiers : «Usez de violence autant que vous voulez contre la barricade».

L'avis d'expulsion Wet'suwet'en adressé à CGL indique que les gouvernements et les compagnies ne doivent pas être autorisés à passer le bulldozer sur les terres autochtones. Il s'agit d'une mesure totalement pacifique, prise pour protéger les terres Wet'suwet'en pour les générations futures. Comme le notent les groupes environnementaux, le gazoduc CGL approvisionnerait l'usine de gaz naturel liquéfié de LNG-Canada (liquefied natural gas (LNG)) à Kitimat, augmentant les émissions de combustibles fossiles en Colombie-Britannique, à un moment où celles-ci doivent être réduites de façon spectaculaire pour éviter une tendance catastrophique de réchauffement climatique.

Le Parti communiste du Canada rejette également l'argument bidon selon lequel les projets de pipelines et de LNG ont été approuvés par un certain nombre de gouvernements élus des Premières nations. Le fait est que ces conseils de bande sont une pure création datant de l'époque coloniale de la Loi sur les Indiens de l'État canadien, et n'ont compétence que sur les terres des réserves attribuées aux Premières nations, et non pas sur les territoires traditionnels non-cédés. Les actions des gouvernements et des sociétés canadiennes comme CGL constituent une violation flagrante des droits constitutionnels des peuples autochtones à l'autodétermination, et nous sommes pleinement solidaires des luttes pour défendre ces territoires. C'est pourquoi nous soutenons la demande: flics et compagnies, hors du territoire traditionnel Wet'suwet'en!

Comité exécutif central,
Parti communiste du Canada,
13 janvier 2020

**POUR DU LOGEMENT
SOCIAL MAINTENANT!**

**FILMS MILITANTS
DU MONDE**

Page 2

**PL n°40: LA CAQ DÉVOILE SES
PENCHANTS AUTORITAIRES**

**NON À UNE NOUVELLE
GUERRE AMÉRICAINE AU
MOYEN-ORIENT**

Page 3

**SOLIDARITÉ AVEC LES
LUTTES POPULAIRES EN
AMÉRIQUE LATINE:**

**CHILI, BOLIVIE
VÉNÉZUÉLA
HAÏTI**

Pages 4 et 5

**NON À L'INGÉRENCE DANS
LES AFFAIRES INTERNES DE
LA CHINE!**

**SOLIDARITÉ AVEC LE
PEUPLE IRANIEN!**

Page 6



POUR DU LOGEMENT SOCIAL MAINTENANT

Par Stéphane Doucet

Les 14 novembre dernier, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) lançait sa nouvelle campagne « Pour du logement social maintenant ». Lors de la conférence de presse, des travailleurs et militantes de groupes communautaires ont témoigné des difficultés de plus en plus incroyables qu'ont les gens de la classe ouvrière à se trouver un logement.

De Québec à Gatineau, de Sherbrooke à Rouyn-Noranda, les propriétaires profitent de la pénurie de logements locatifs, exacerbée notamment par la spéculation immobilière, la transformation de logements en condominiums de luxe, par l'hébergement touristique (comme Airbnb), les changements climatiques et le manque d'investissements publics dans le logement social, pour hausser les loyers et exercer une discrimination contre les familles, les immigrants, les femmes seules, etc. Tout cela rend l'accès à un logement décent et abordable de plus en plus difficile, voire impossible.

Le FRAPRU est un regroupement national auquel participent des dizaines de groupes, surtout des comités-logement et associations de locataires, mais aussi certains syndicats et autres groupes communautaires. Leur principale mission est de créer une pression populaire pour l'augmentation et la création de logements sociaux.

En ce moment, plus de 22 000 personnes sont inscrites sur les listes d'attente pour obtenir un logement d'HLM (Habitation à loyer modique) à Montréal et au-delà de 40 000 à l'échelle du Québec. Pas une seule unité d'HLM n'a été construite depuis 1994, lorsque les subventions du gouvernement fédéral destinées à ce programme ont pris fin.

Depuis, seulement des coopératives et des organismes à but non lucratif d'habitation (OBNL d'habitation) voient le jour et c'est complètement insuffisant. Les HLM, gérés par les municipalités, sont les seuls logements sociaux où l'on peut s'inscrire sur une liste centralisée et où l'on attribue le logement selon le besoin. Bien sûr, ce système ne fonctionne pas parfaitement, mais ceci est surtout dû au fait qu'en ce moment, on a 25 ans de retard dans la construction et l'entretien des logements et des programmes. Le FRAPRU réclame entre autres une nouvelle programmation HLM.

Au Québec, les logements sociaux représente plus de 10% de l'ensemble du marché résidentiel locatif, ce qui en constitue une immense part si on compare au reste du pays. Cette situation particulière au Québec est à 100% due à la présence et la force de ses mouvements sociaux, qui n'ont pas d'homologues ailleurs au pays. Grâce à eux, le cadre légal est aussi beaucoup plus avantageux pour les locataires,

encore une fois lorsqu'on le compare au reste du pays.

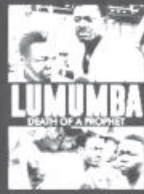
Il est urgent pour le mouvement ouvrier de se pencher davantage sur la question du logement qui fait partie intégrante de la lutte à court et à long terme de la classe ouvrière. La lutte des locataires pour un logement décent, à un prix raisonnable, devient un front de plus en plus contesté dans le rapport entre les classes. Le FRAPRU et le mouvement des locataires plus généralement, sont des outils importants pour accomplir cette tâche de résistance face à l'exploitation.

Mais comme le dit Friedrich Engels dans sa brochure « La question du logement » : « D'où vient la crise du logement ? Comment est-elle née ? ... elle est nécessairement produite par la forme bourgeoise de la société : une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction ; lorsque sans cesse de nouvelles améliorations mécaniques, etc., retirent leur travail à des masses d'ouvriers ; lorsque ceux-ci sont entassés dans les grandes villes et cela à un rythme plus rapide que celui de la construction des logements dans les circonstances actuelles et que pour les plus ignobles tandis il se trouve toujours des locataires ; lorsqu'enfin, le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste, a non seulement le droit mais aussi dans une certaine mesure, grâce à la concurrence, le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire ; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble. »

Des comités logement et associations de locataires existent dans plus ou moins toutes les régions de la province et les quartiers des grandes villes comme Montréal. Nous avons toutes et tous intérêt à nous tenir informés des enjeux sur la question du logement par le biais de ces organismes qui défendent quotidiennement nos intérêts face à la classe dirigeante.

Vous pouvez soutenir la campagne du FRAPRU (<https://www.frapru.qc.ca/logementsocialmaintenant/>):

- en utilisant le hashtag **#logementsocialmaintenant**;
- en ajoutant la **bannière Facebook de la campagne** ou **Twitter sur la page de votre organisation ou votre page personnelle.**



FILMS MILITANTS DU MONDE

La cellule Belogiannis du Parti Communiste du Québec présente:

Films Militants du Monde

Chaque dernier mercredi du mois à 19h

à l'Association des Travailleurs Grecs du Québec (5359 avenue du Parc).

Tous les films seront gratuits mais les dons seront gracieusement acceptés.

Programmation d'hiver:

29 janvier: Lumumba, Mort d'un Prophète (2000) de Raoul Peck.
Français avec sous-titres en anglais

Documentaire de création où biographie et histoire, témoignages et archives constituent la trame d'une réflexion autour de la figure de Patrice Lumumba, sur l'assassinat politique, les médias, la mémoire. Une occasion unique de se pencher, presque 60 ans plus tard, sur la vie et la légende de Lumumba.

26 février: Soleil Ô (1967) de Med Hondo.
Français avec sous-titres en anglais

Un immigré africain en quête de travail, découvre les aspérités de la "Douce France", le racisme de ses collègues, le désintérêt des syndicats et l'indifférence des dignitaires africains qui vivent à Paris, au pays de "nos ancêtres les Gaulois". Un cri de révolte contre toutes les formes d'oppression, la colonisation et toutes ses séquelles politiques, économiques et sociales ainsi qu'une violente dénonciation des fantoches installés au pouvoir dans beaucoup de pays d'Afrique par la bourgeoisie française.

25 mars: The Workers Cup (2017) d'Adam Sobel.
Anglais avec sous-titres anglais.

Au centre des camps de travail du Qatar, des ouvriers immigrants Africains et Asiatiques construisent l'infrastructure de la Coupe du Monde 2022 et participent à leur propre coupe du monde.

29 avril: When I saw you (2012) d'Annemarie Jacir.
Arabe avec sous-titres anglais.

En Jordanie en 1967, une mère Palestinienne et son fils d'onze ans vivent dans un camp de réfugiés. Le fils, comme son peuple, veut retourner au pays, et lui surtout revoir son père. Son esprit de révolte et d'amour précipite leur rencontre avec des révolutionnaires qui résistent la colonisation.

Un grand merci aux camarades de l'Association des Travailleurs Grecs pour leur hospitalité.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter via notre site web au particommunisteduquebec.ca ou notre page facebook au facebook.com/pcq1965.

Clarté

Clarté est publiée par Clarté et imprimée chez Hebdo-Litho

Collaboration:

M Breton-Fontaine, L. Rowley, K. Cariou, S. Doucet, P. Fontaine, J.P. Fortin, R. Luxley, F. Mella, N. Raymond, A. Welsh.

Commentaires et lettres à l'éditeur:

Clarté vous encourage à lui écrire: Rédacteur en chef: Robert Luxley
5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal,
H2V 4G9, 438-338-8890
pcqpc@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Clarté est heureuse de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel.

Nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

Adoption du projet de loi 40 sous bâillon

LA CAQ DÉVOILE SES PENCHANTS AUTORITAIRES

Par Robert Luxley

Le gouvernement caquiste a décidé d'utiliser le bâillon pour faire adopter à toute vapeur le projet de loi n°40 (PLn°40) qui vise entre autres à abolir les élections scolaires. La Loi a finalement été adoptée durant la nuit du 7 au 8 février dernier.

Comme le souligne le récent plénum du comité central du Parti communiste du Canada (8 et 9 février 2020), l'élimination des commissions scolaires n'est pas particulière au Québec mais fait partie d'une tendance observée ailleurs au pays, notamment dans les Maritimes. Les gouvernements de droite essaient de mettre fin à l'autonomie et à la démocratie locale afin de donner aux gouvernements provinciaux le complet contrôle sur le financement et les programmes d'éducation, sur leur qualité, la taille des classes, le choix des cours, sur le personnel requis et sur la masse salariale, ainsi que sur les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation.

Bien que les commissions scolaires et les administrations municipales locales soient souvent dominées par des politiciens libéraux et conservateurs, elles peuvent être néanmoins des instruments importants pour la démocratie et l'établissement d'un certain contrôle local par les travailleurs-euse-s et leurs communautés.

Le PM Legault ne cesse de dire qu'il a obtenu le soutien de la population pour éliminer les élections scolaires, alors qu'en réalité, le PLn°40 comporte plus de 300 articles modifiant en profondeur tout le système d'éducation et pas seulement

les élections scolaires, et conférant notamment beaucoup plus de pouvoir au Ministre, dont celui de modifier la Loi par règlement. De plus, outre le fait que seulement un électeur-trice sur quatre a voté pour la CAQ lors des dernières élections provinciales, le PLn°40 suscite une opposition de toutes parts, des enseignants-e-s, des syndicats, des commissions scolaires, des municipalités et même des parents.

Ce qui est particulier au Québec par contre, c'est la façon de faire de la CAQ. Depuis qu'il est au pouvoir, le PM Legault a imposé le bâillon pour mettre un terme aux débats parlementaires quatre fois, un record semble-t-il: le PLn°9 sur l'immigration, le PLn°21 sur la laïcité de l'État, le PLn°34 sur la fixation des tarifs d'Hydro-Québec et finalement le PLn°40 modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires.

Dans ce dernier cas, le ministre responsable a déposé en pleine nuit à la dernière minute, pratiquement juste avant le vote final, d'importants amendements à sa propre loi, lesquels avaient été manifestement préparés à l'avance, dans le but évident



Dans une pose caractéristique à la Donald Trump, le "Cheuf" Legault explique aux partis de l'opposition que lui, il n'aime pas beaucoup ça, l'opposition, et qu'il est inutile qu'ils s'opposent.

d'empêcher le Parlement d'en discuter. Aucune urgence ne peut être invoquée pour imposer une telle procédure d'exception, puisqu'on était au début d'une nouvelle session parlementaire. Il semble bien que pour le gouvernement caquiste, la restriction du rôle

du Parlement et l'emploi de plus en plus courant par le pouvoir exécutif de méthodes administratives dans le cadre de lois où l'arbitraire le plus large devient possible (R. Palme Dutt sur les phases transitoires vers la dictature fasciste achevée, 7ième Congrès de l'Internationale communiste, 1935), soit en train de devenir un mode de gouvernance privilégié.

Durant les débats entourant le PLn°40, le PM Legault a tenu des propos extrêmement inquiétants, déclarant ouvertement son mépris des institutions démocratiques parlementaires, balayant du revers de la main toutes les critiques de l'opposition. Qualifiant les débats au Parlement de «perte de temps» il a déclaré que selon lui, «l'arrogance vient des partis d'opposition. Ils savent très bien qu'on est un gouvernement majoritaire. Passer des jours à répéter les mêmes arguments, à un moment donné, il faut une certaine effi-

cacité». Il est même allé jusqu'à évoquer la possibilité de réformer le «parlementarisme» à sa guise.

À plusieurs égards, Legault ressemble beaucoup à Maurice Duplessis et son parti à l'Union Nationale. Il risque fort de ramener le Québec dans la Grande Noirceur.

Malgré ce qui précède, le Québec n'est pas une dictature fasciste et demeure encore aujourd'hui une république démocratique bourgeoise. Ce serait une faute grave de crier au loup trop vite et à tout propos, banalisant ce qu'est vraiment une dictature fasciste. Mais ce serait «une faute non moins grave et non moins dangereuse de sous-estimer l'importance que revêtent, pour l'instauration de la dictature fasciste, les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, qui s'aggravent aujourd'hui dans les pays de démocratie bourgeoise...car, avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme. Quiconque ne lutte pas, au cours de ces étapes préparatoires, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite.

(Georges Dimitrov, Rapport au VIIe Congrès mondial de l'Internationale communiste, 2 août 1935) ♦

NON À UNE NOUVELLE GUERRE AMÉRICAINNE AU MOYEN-ORIENT!

Le Parti communiste du Canada condamne avec la plus grande fermeté la frappe aérienne illégale et les assassinats du général iranien Qassem Soleimani et de 9 autres personnes, crimes perpétrés par les États-Unis en Irak le 2 janvier dernier. Ces frappes et ces assassinats sont illégaux en vertu de la Charte des Nations Unies. Ce sont des actes de guerre et de terrorisme d'État menés par les États-Unis qui menacent de déclencher une guerre régionale et même une confrontation mondiale. C'est la voie de l'Armageddon.

Les efforts des États-Unis pour justifier leurs actions en invoquant la légitime défense sont aussi transparents que leur allégation tristement célèbre d'«armes de destruction massive» pour justifier leur invasion et occupation de l'Irak en 2003.

De plus, cette présente crise impliquant les États-Unis et l'Irak a été provoquée au départ par la décision unilatérale des États-Unis d'imposer à l'Irak des sanctions paralysant son économie et de se retirer du Plan d'action global commun (PAGC) issu de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien conclu en 2015 par l'Irak avec le P5-1 (les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne) et l'Union européenne.

L'impérialisme américain prospère grâce aux agressions, aux tensions et aux guerres qu'il mène dans la région et dans le monde, tandis qu'il cherche à renforcer sa domination sur la souveraineté des États, des nations et des peuples qu'il subjugué, à l'encontre de ses rivaux impérialistes.



Le 25 janvier dernier, comme dans plusieurs villes à travers le Canada et à travers le monde, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Montréal leur opposition aux actes de guerre menées par les États-Unis contre l'Irak et qui menacent la paix mondiale.

L'objectif immédiat de la frappe aérienne et des assassinats d'hier, commandés personnellement par le président américain, est d'améliorer ses chances d'être réélu en utilisant un faux patriotisme et un chauvinisme national fascisant. Cela est une menace pour les peuples du monde.

Le Parti communiste demande au gouvernement canadien et au premier ministre de condamner ces actes de guerre et de terrorisme commis par les États-Unis et l'administration Trump, et de dénoncer l'énorme menace qu'ils représentent pour la paix et la stabilité dans le monde, pour la souveraineté nationale, l'indépendance, et l'existence même des Nations Unies et

du droit international.

Le Canada a cédé aux pressions des États-Unis en acceptant de détenir Meng Wanzhou pour qu'elle soit extradée vers les États-Unis qui souhaitent la poursuivre pour avoir refusé de se plier à leurs lois extraterritoriales illégales et de reconnaître leur autorité sur le commerce d'autres pays avec l'Irak. Il n'y a aucune base légale pour sa détention. Mais il est évident que les relations du Canada avec l'impérialisme américain ont changé et qu'il est maintenant presque complètement absorbé dans le tourbillon de la machine de guerre de l'OTAN et des États-Unis. Le Canada est désormais régulière-

ment impliqué dans des opérations illégales de changement de régime et dans les sales guerres des États-Unis à travers le monde, y compris celle qu'ils ont menée contre l'Irak et qui a tué plus d'un million d'Irakiens et y a 16 ans. Le Canada commande aujourd'hui la mission de l'OTAN en Irak.

Le Canada doit changer cette position, quitter l'OTAN, quitter l'Irak et demeurer en dehors de l'Irak.

Au lieu de la guerre et du militarisme, le Canada doit plutôt adopter une politique étrangère indépendante de paix et de désarmement, de sécurité mutuelle et de respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les États et nations, et s'engager à résoudre les conflits internationaux avec des solutions politiques et non militaires.

Nous appelons les mouvements syndicaux et démocratiques de partout au Canada à s'élever contre ces crimes de guerre commis par les États-Unis et à condamner leur volonté de déclencher une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Les pressions exercées par le public sur le gouvernement canadien pour qu'il s'oppose à ces actes illégaux de guerre peuvent aider à empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre avec toutes ses conséquences, tant pour les 100 millions de personnes qui vivent dans la région, que pour tous les peuples du monde.

Comité exécutif central
Parti communiste du Canada
3 janvier, 2020

DÉCLARATION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

NON À LA RÉPRESSION!

SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES POPULAIRES AU CHILI!

Réuni en session plénière le 15 décembre dernier, le Comité central du Parti communiste du Canada a condamné la brutale violation des droits de la personne se produisant au Chili depuis le 18 octobre lorsqu'ont débuté les manifestations massives contre le gouvernement du président Sebastian Piñera

Selon le rapport émis le 6 décembre par l'Institut national des droits humains du Chili (INDH), 26 personnes ont été tuées et 11 000 autres blessées, tandis que plus de 15 000 ont été arrêtées. L'INDH fait également état de 352 blessures aux yeux (dues à l'utilisation aveugle d'armes anti-émeutes contre les manifestant-e-s par la police militaire - Carabineros), ainsi que de 192 victimes de violences sexuelles et de 405 cas de torture. L'ampleur de la répression étatique aujourd'hui au Chili est la pire depuis les années de la dictature fasciste qui avaient suivi le coup d'État soutenu par les États-Unis en 1973. Néanmoins, il aura fallu près de deux mois au gouvernement fédéral libéral de Justin Trudeau pour y répondre. Aujourd'hui encore, les libéraux fédéraux affirment que le gouvernement de La Piñera et les manifestant-e-s chilien-ne-s « partagent également le blâme » de la situation, et ils exhortent les autorités chiliennes à « rechercher une approche intégrative » à la crise, plutôt que de reconnaître leur culpabilité.

Le gouvernement de La Piñera porte l'entière responsabilité de la violence envers les manifestant-e-s, à la fois en raison du déploiement de policier-e-s et de troupes lourdement armés, mais aussi à cause de son refus de



répondre à la large demande publique de remplacer la constitution fasciste imposée par le régime militaire de Pinochet près de 40 ans auparavant. Le rejet du gou-

vernement de La Piñera par la population suite à ces événements est démontré par les sondages d'opinion qui indiquent que près de 80% désapprouvent le président et son cabinet.

Au cours des deux derniers mois, le peuple chilien s'est largement impliqué dans le débat à propos des changements nécessaires pour apporter une véritable démocratie et la liberté à son pays. Ce mouvement populaire vise à surmonter enfin l'impact de décennies d'attaques d'austérité néolibérale contre les retraites, les soins de santé, les droits syndicaux et les salaires. L'éruption de colère populaire en octobre, tout comme les manifestations étudiantes massives qui ont secoué le Chili ces dernières années, sont la preuve que le coup d'État fasciste de 1973 n'a pas amélioré la vie de la classe ouvrière chilienne, mais a plutôt servi à concentrer la richesse et le pouvoir dans les mains de l'élite capitaliste du pays. En dépit des manœuvres désespérées du gouvernement, des millions de Chiliens-ne-s continuent de se mobiliser autour de la revendication de créer une Assemblée constituante afin de mener à bien un changement démocratique fondamental et des réformes sociales progressistes.

Le Comité central du Parti communiste du Canada exprime sa pleine solidarité avec nos camarades du Parti communiste du Chili, avec le mouvement pour une Assemblée constituante, et avec toutes les luttes populaires pour mettre fin à l'héritage du fascisme et apporter un nouvel avenir, progressiste, pour les travailleur-euse-s. ♦



par Normand Raymond

La chanson, une arme de la révolution

L'explosion sociale qui secoue présentement le Chili, par une vague de manifestations qui ne cesse de se déployer massivement depuis le 18 octobre dernier, dans le but de réclamer de meilleures conditions de vie et remplacer la constitution fasciste instaurée en 1980 par le général Pinochet par une assemblée constituante pour et par le peuple, a entraîné la reprise de plusieurs chansons emblématiques des années 70 et 80, qui ont su traverser le temps et les frontières. Parmi lesquelles, l'une d'entre elles s'est rapidement imposée dès les débuts comme un hymne pacifiste sur toutes les lèvres, résonnant dans toutes les manifestations, lors d'activités de sensibilisation dans les rues, à tout moment ou spontanément sur les chaînes de radio, sur Internet, invitant à la faire jouer à plein volume : *El derecho de vivir en paz* (Le droit de vivre en paix) de Víctor Jara.

L'idée de cette chanson contre l'intervention militaire des États-Unis au Vietnam remonte à 1967, au moment où Víctor est à l'apogée de sa carrière en théâtre. Ce n'est qu'en 1969, alors qu'il travaille en tant que directeur de théâtre au montage de *Viet Rock*, considérée comme le premier opéra rock contre la guerre du Vietnam, écrit par la dramaturge étatsunienne, Megan Terry, que cette chanson se matérialisera et prendra forme. À cette même époque, il décide de délaissé peu à peu le théâtre pour se consacrer davantage à la chanson, en vue d'appuyer l'Unité populaire et la candidature de Salvador Allende comme président, estimant que la chanson pourrait être plus utile pour s'adresser au pays entier. Toutefois, ce n'est qu'en début de 1971 que sera enregistrée cette chanson dans les studios RCA, éditée sous étiquette Jota Jota/Dicap et intégrée à l'album éponyme *El derecho de vivir en paz*. Lancée en avril de la même année, elle sera interprétée pour la première fois devant un public au théâtre Marconi, à Santiago du Chili.

Cette chanson qui, considérée comme

l'une des plus innovantes et emblématiques de l'auteur, sort du cadre de son travail musical habituel. « Je me suis senti absolument libre d'expérimenter dans toutes sortes de sonorités », révèle-t-il dans la revue *Telecrán*. Víctor ose ainsi fusionner le rock électrisant et musclé au son acoustique et fragile du folklore local, en intégrant des instruments qui lui sont totalement étrangers, notamment la basse et les guitares électriques, le synthétiseur



Poète et chanteur populaire, membre du Parti communiste chilien, Víctor Jara a été assassiné après avoir eu les doigts coupés à la hache par les militaires fascistes peu de temps après le coup d'État du 11 septembre 1973.

et la batterie d'un groupe chilien qu'il vient de découvrir, les Blops. « En cherchant la façon de toucher à la racine profonde du peuple, j'ai réalisé qu'on pouvait y arriver par n'importe quelle sonorité », explique-t-il dans le journal *El Siglo*. Cette chanson imaginée par un homme de gauche et interprétée par un groupe de musiciens n'ayant jamais milité dans au-

cun parti politique, semble toujours se retrouver entre deux mondes, deux univers antagonistes.

Plusieurs artistes, parmi lesquels Roberto Márquez, du groupe Illapu, et l'auteur-compositeur-interprète Manuel García, en collaboration avec Joan Jara, la veuve de Víctor, viennent de publier récemment sur YouTube une version revisitée de cette chanson, autorisée par la Fondation Víctor

Jara elle-même, sur des paroles actualisées, qui représente mieux la lutte menée pour la dignité, les droits sociaux et la solidarité du pays.

On ne saura jamais si Víctor aurait aimé ou pas cette nouvelle version, peut-être que oui? Quoi qu'il en soit, l'originale diffère de l'esprit du thème initial, plus sobre, plus austère, cette dernière étant

plus représentative de notre époque et du contexte des revendications sociales actuelles. Même si lors du coup d'État en 1973, la dictature de Pinochet a réussi à se débarrasser de son créateur, en revanche, l'actuelle dictature du président Piñera, fidèle admirateur de Pinochet, ne réussira pas à faire taire sa musique ni son chant. De nombreux jeunes des années 70 ont eu le loisir de découvrir *El derecho de vivir en paz* sur cassette, souvent échangée comme un petit objet subversif. Chez les protagonistes actuels, il n'est pas étonnant de l'entendre retentir encore aujourd'hui en cette période de révoltes sociales : c'est un hymne qui appelle à la paix et à l'humanité, peu importe l'époque.

Il convient également de mentionner l'apport non moins important de versions de cette chanson dans des langues autochtones du Chili – surtout en ce moment historique et sans précédent où le *wenufoye*, drapeau mapuche, et la *wiphala*, drapeau aymara s'élèvent parallèlement au drapeau chilien –, notamment en *mapudungun*, interprétée par Beatriz Pichi Malen, mais aussi une version qui vient tout juste de paraître en *rapanui*, langue parlée par la communauté polynésienne rapanui de l'île de Pâques. Voilà donc une autre façon originale de souligner l'Année internationale des langues autochtones proclamée cette année par l'UNESCO!

Et en parlant de Víctor Jara, René Largo Farias, animateur de radio, animateur culturel et promoteur de la musique folklorique chilienne, disait de lui que : « Sa voix et sa guitare continuent à se battre, elles sont toujours vivantes, en quête de victoire. Et elles reviendront aussi en tant que drapeaux lorsque la Patrie retrouvera sa joie ». Quant à Víctor lui-même, il soutenait que : « Tout chant qui a su être vaillant, sera toujours une chanson nouvelle ». Puis, finalement comme l'avait si bien exprimé Salvador Allende : « Il n'y a pas de révolution sans chansons ». ♦

Les communistes condamnent le coup d'État contre le président bolivien Evo Morales et le gouvernement du MAS

Le Parti communiste du Canada condamne le coup d'État perpétré contre le président bolivien Evo Morales et le gouvernement du MAS (Movimiento Al Socialismo – Mouvement pour le socialisme) et exige que cessent les attaques des bandes de droite contre Morales et d'autres dirigeant-e-s du MAS. Il s'agit notamment d'une attaque contre la maison d'Evo Morales, de bombes-incendiaires lancées contre les maisons d'autres ministres du MAS, et de la prise en otage de leurs proches afin de forcer leur démission. C'est la terreur.

Nous exigeons également la fin des attaques dirigées contre le Parti communiste bolivien qui a toujours soutenu le gouvernement du MAS et ses politiques progressistes.

Le Parti communiste exige des autorités boliviennes qu'elles assurent la sécurité du président Morales et des autres dirigeant-e-s du MAS et que le gouvernement canadien et la communauté internationale se joignent à cette demande.

La décision du président Morales d'organiser de nouvelles élections visait à empêcher que celles et ceux qui ont fomenté le coup d'État se livrent à une effusion de sang. Ces comploteurs-euse-s avaient déclaré « frauduleuse » la réélection d'Evo Morales le 20 octobre, après s'être opposés sans succès à son gouvernement

populaire et à ses politiques au profit des pauvres, des peuples autochtones, de la classe ouvrière et des petits agriculteur-trice-s. Morales était à la tête du premier gouvernement des Amériques dirigé par des Autochtones depuis la colonisation.

L'opposition a refusé la tenue de nouvelles élections et l'armée a alors dit à Morales qu'il devait démissionner. Il s'agit d'un coup d'État soutenu par l'armée, par une opposition violente, antidémocratique et raciste, par les compagnies et les plus riches, activement aidé et encouragé par les États-Unis et le Canada.

Le coup d'État contre le président Morales et le gouvernement du MAS est une copie carbone de la tentative de coup d'État contre le gouvernement Maduro au Venezuela en janvier dernier.

Étant donné l'appui du Canada au prétendant Guaido et aux comploteur-euse-s au Venezuela, nous exigeons que le gouvernement canadien cesse - et rende publique - toute participation canadienne au coup d'État en Bolivie, et que le gouvernement et le Parlement condamnent sans condition le coup d'État contre le président Morales et le gouvernement du MAS.

Affaires mondiales Canada a publié une déclaration immédiatement après l'élection du 20 octobre dans laquelle il déclarait qu'il était « profondément préoccupé par

d'autres rapports faisant état d'irrégularités électorales graves ». Cette déclaration et de semblables de la part des États-Unis ont contribué à alimenter la violence des forces de l'opposition. Hier, lors du coup d'État, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a publié une déclaration soulignant « la démission du président Morales » et affirmant que le Canada « appuierait la Bolivie pendant cette transition et les nouvelles élections ». Cela revient à reconnaître et légitimer un coup d'État clairement inconstitutionnel en Bolivie.

Les empreintes digitales couvertes de sang de l'impérialisme américain, de l'Organisation des États américains et du Groupe de Lima se retrouvent partout dans ces tentatives de faire reculer et de renverser les gouvernements progressistes en Amérique latine. Combien de coups d'État encore y aura-t-il contre les gouvernements progressistes élus en Amérique latine? Combien d'autres Chrystia Freeland et Justin Trudeau appuieront-ils?

Le Canada doit cesser d'appuyer et de participer aux changements de régime et aux opérations secrètes menées par les États-Unis partout dans le monde. Les travailleuse-ur-s canadiens ne veulent pas en faire partie

Comité exécutif central
Parti communiste du Canada
Le 11 novembre 2019

VÉNÉZUELA:

LE CANADA A CONVOQUÉ LE GROUPE DE LIMA À GATINEAU LE 20 FÉVRIER 2020



Juan Guaido, le soi-disant président par interim du Venezuela se fait un "selfie" avec Justin Trudeau lors de son passage au Canada dans le cadre de sa tournée internationale auprès des principales puissances impérialistes afin qu'elles reconfirmant qu'il est bien leur principale marionnette pour renverser le régime du président légitime, Nicolas Maduro.

Le 5 janvier dernier, l'Assemblée Nationale du Venezuela a élu *Luis Eduardo Parra*, un député de l'opposition au gouvernement bolivarien, pour remplacer Juan Guaido, qui s'était auto-proclamé président par interim du pays un an plus tôt. L'opposition au régime du président légitime Nicolas Maduro se déchire ces derniers temps dans des querelles intestines et Guaido est accusé de corruption.

Guaido, qui a jusqu'à présent bénéficié de l'appui inconditionnel des États-Unis et du Canada, et de centaines de millions de dollars de financement, a refusé d'admettre cette démotivation et s'est à nouveau auto-proclamé président dans le cadre d'une réunion tenue en parallèle de l'Assemblée Nationale avec la minorité des députés qui le soutenaient toujours. Il a par la suite entrepris une tournée à travers le monde auprès des principales puissances impérialistes pour qu'elles confirment sa position de représentant en chef de leurs intérêts au Venezuela.

Guaido s'est arrêté à Madrid, Londres et Paris, ainsi qu'au forum de Davos où il a rencontré le premier ministre britannique, Boris Johnson, et le président français, Emmanuel Macron.

Guaido est arrivé à Ottawa, le 27 janvier, où il s'est entretenu avec le premier ministre Justin Trudeau et le ministre des Affaires étrangères, François-Philippe Champagne sur les prochaines étapes à franchir en vue de renverser le président socialiste Maduro.

Le 4 février, le président Trump a affirmé devant le Congrès américain son soutien à Guaido, un de ses invités, contre le «dictateur socialiste» Nicolas Maduro.

C'est dans ce contexte que le Canada a convoqué le Groupe de Lima à Gatineau le 20 février 2020. C'est la troisième fois depuis sa création en 2017 que Canada est l'hôte de ce regroupement de pays réactionnaires voué au renversement du régime légitime au Venezuela.

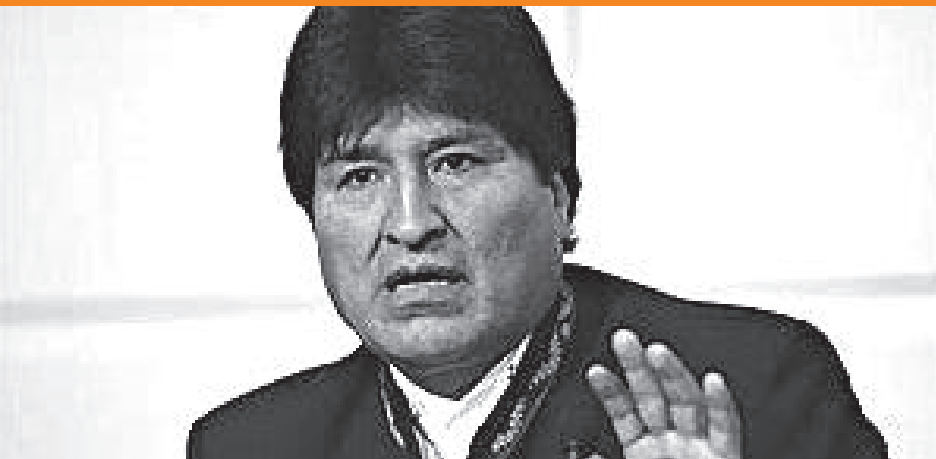
Depuis maintenant plusieurs années, le gouvernement canadien s'efforce de jouer un rôle de premier plan dans les attaques dirigées contre le peuple du Venezuela, notamment en lui imposant des sanctions économiques pour déstabiliser le pays. Bien entendu, cette politique illégale au vu du droit international n'a rien d'humanitaire mais vise à défendre les intérêts financiers canadiens et à s'associer encore plus à la politique de Washington.

Mais le journaliste canadien Arnold August dans un article récent publié sur le site de Global Research (*Lima Group Meets in Canada: Trudeau Consolidates His Position as Main Trump Ally*) ajoute fort à propos que Trudeau utilise aussi le Venezuela pour obtenir une plus grande visibilité internationale afin d'obtenir un siège non-permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU pour 2021-2022.

L'obtention de ce siège par le Canada, allié inconditionnel des États-Unis, renforcerait la position de ces derniers et ce serait très néfaste pour l'humanité. ♦

L'HUMANITÉ— 25 DÉCEMBRE 2019

EVO MORALES : "UN COUP D'ÉTAT DÛ AUX RICHESSES EN LITHIUM DE LA BOLIVIE"



Au risque de relancer les violences, la présidente autoproclamée de la Bolivie, Jeanine Añez, va émettre un mandat d'arrêt contre l'ancien chef d'État socialiste. Evo Morales vient d'arriver en Argentine, bénéficiant de la protection du nouveau chef de l'État argentin de centre gauche, Alberto Fernandez. L'Agence France Presse a pu rencontrer le dirigeant en exil. Nous reproduisons ici cet entretien.

En exil à Buenos Aires, l'ex-président bolivien Evo Morales a accordé un entretien exclusif à l'AFP, que nous reproduisons ici, dans lequel il dénonce un coup d'État perpétré en raison des richesses en lithium de son pays. Il indique également que le candidat de son parti pour l'élection présidentielle de 2020 sera choisi mi-janvier. Premier président indigène de Bolivie, Evo Morales a été contraint de démissionner le 10 novembre.

Comment s'organise votre vie politique depuis Buenos Aires ? Etes-vous en campagne ?

Evo Morales. "Nous organisons des réunions, nous recevons des visites. Le dimanche 29, il y aura une réunion (du parti Mouvement vers le socialisme, MAS) à Buenos Aires. De là, nous allons organiser un rassemblement pour choisir le candidat à la présidentielle. Le rassemblement devrait avoir lieu le 15 janvier, dans plus ou moins deux semaines. Il se déroulera en Bolivie ou en Argentine, ce sera un grand rassemblement. A la frontière (entre l'Argentine et la Bolivie), ce serait plus facile, mais il y a aussi la ques-

tion de la sécurité".

Êtes-vous confiant sur le respect des résultats en cas de victoire du candidat du MAS lors de la prochaine élection présidentielle dont la date n'a pas encore été fixée ?

Evo Morales. "Il faudra une mission (d'observation) internationale, d'organismes internationaux comme le Centre Carter, ou un conseil de Prix Nobel de la Paix, le pape François, les Nations unies ou quelqu'un de reconnu dans le monde. Malgré tant de diffamation et de persécution et l'absence pour l'heure de candidat, nous sommes toujours en tête des sondages (faits par) la droite, ce qui est surprenant. Si le MAS gagne, les résultats de l'élection devront être respectés. Nous les respecterons".

Un mois et demi après votre démission et après ce que vous avez traversé, regrettez-vous d'avoir été candidat à la présidentielle du 20 octobre 2019 ?

Evo Morales. "Nous avons gagné dès le premier tour. Même si on ne compte pas les 226 procès-verbaux mis en cause par le rapport de l'OEA (Organisation des États d'Amérique). Même si ces votes allaient à la droite, nous avons gagné dès le premier tour. Des groupes d'études aux États-Unis, 98 personnalités de diverses universités dans le monde demandent à l'OEA (qui a dénoncé des +irrégularités+ dans le décompte des voix, ndlr) de se rétracter et qu'elle fasse l'objet d'une enquête. Notre participation n'est donc pas un échec. Un coup d'État avait été préparé à l'avance." **Suite p. 7 →**

CONDAMNER L'INGÉRENCE IMPÉRIALISTE DANS LES AFFAIRES INTERNES DE LA CHINE

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada - 12 décembre 2019

La législation américaine adoptée récemment visant la République populaire de Chine, s'imisce dans les affaires internes de ce pays et viole de façon flagrante le principe de souveraineté nationale. Le Comité exécutif central du Parti communiste du Canada condamne l'ingérence impérialiste croissante contre la RPC et demande au gouvernement fédéral de Justin Trudeau de s'opposer à l'intervention des États-Unis dans les affaires intérieures de la Chine.

Deux des textes législatifs américains sont particulièrement préoccupants. Le premier est la loi de 2019 sur les droits de l'homme et la démocratie de Hong Kong (HKHRDA), qui a reçu un soutien quasi unanime au Congrès. Il impose des sanctions contre les responsables chinois accusés de violations des droits de l'homme à Hong Kong (qui fait partie intégrante de la Chine) et exige que le département d'État des États-Unis et d'autres organismes fassent un examen annuel pour justifier une modification du statut favorable des relations commerciales entre les États-Unis et Hong Kong. La loi a été signée par le président Trump et le processus de mise en œuvre est en cours.

En ce qui concerne **Hong Kong, les soi-disant forces « pro-démocratie » arborent de plus en plus le drapeau américain et exhortent les États-Unis à faire une intervention militaire, économique et diplomatique directe.** Cette stratégie vise à mettre fin à la politique dite « un pays - deux systèmes », établie lorsque la colonie contrôlée par la Grande-Bretagne a été restituée à la Chine en 1997. Le résultat serait d'établir la domination



impérialiste des États-Unis sur Hong Kong dans le cadre de la volonté de Washington d'isoler la Chine et d'établir son hégémonie sur la région du Pacifique oriental.

Dans un autre développement, la Chambre des représentants des États-Unis a maintenant adopté le "Uyghur Human Rights Policy Act of 2019", concernant les allégations de violations des droits de l'homme dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine.

Nous voulons attirer l'attention sur le fait qu'au Xinjiang, à partir de 1990, des forces séparatistes extrémistes ont mené des milliers d'attaques violentes, tuant des innocent-e-s et des policier-ière-s, et sapant la stabilité et la paix. Depuis que le gouvernement régional autonome du Xinjiang a mis en œuvre une série de mesures antiterror-

istes, aucune attaque terroriste n'a eu lieu dans la région au cours des trois dernières années. Cette approche contraste fortement avec les actions de l'impérialisme américain, qui a mené une série de guerres et d'occupations brutales dans d'autres pays depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, qui ont fait des millions de morts et causé des destructions économiques généralisées.

Ces deux lois révèlent clairement la véritable nature de l'impérialisme américain, qui s'imisce régulièrement dans les affaires intérieures d'autres pays. L'intention de la classe dirigeante des États-Unis n'est pas d'améliorer le bien-être des habitant-e-s de Hong Kong ou du Xinjiang, mais de promouvoir l'hostilité et la violence entre les différentes régions et les groupes ethniques en Chine, et de saper

l'influence croissante de la RPC qui de plus en plus, remet en question l'hégémonie économique et politique mondiale des États-Unis. La direction que le développement économique, social et politique de la Chine doit adopter est une question que les peuples de Chine doivent déterminer par eux-mêmes, libres des pressions hostiles de la part des puissances impérialistes.

Le Parti communiste du Canada condamne ces deux lois agressives des États-Unis et exhorte les mouvements syndicaux et progressistes à soutenir le droit de la Chine et d'autres pays visés par l'impérialisme de protéger leur souveraineté et leur indépendance contre ces ingérences impérialistes dans leurs affaires intérieures. ♦

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIEN !

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada, 12 décembre 2019

Le Parti communiste du Canada est pleinement solidaire des luttes massives du peuple iranien pour la paix, les droits humains et démocratiques, et la justice sociale. En même temps, nous appelons aussi à la fin des sanctions impérialistes américaines et des menaces de guerre qui ne font que punir les travailleur-euse-s, et non les dirigeants de ce régime répressif.

Au cours du mois de novembre, des manifestations dans 100 villes de 23 des 31 provinces iraniennes ont mobilisé des centaines de milliers de personnes après que le gouvernement ait décidé de supprimer les subventions sur le prix des carburants, entraînant des augmentations allant jusqu'à 300 %, à un moment où les sanctions américaines ont amené une inflation un chômage massifs.

Après que le guide suprême de la Révolution islamique, Ali Khamenei eut donné des instructions pour écraser le mouvement de protestation, les forces de sécurité ont arrêté le 16 novembre seulement un millier manifestant-e-s pacifiques. Selon



des informations vérifiées, au moins 143 manifestant-e-s dans 21 villes ont été tués dans les premiers jours de la répression. Le nombre réel de morts est maintenant estimé à plusieurs centaines, incluant des personnes abattues d'une balle dans la tête ou au niveau du torse par les forces de sécurité. Plus de 3700 personnes ont été blessées, plus de 7000 arrêtées et des centaines d'autres sont portées disparues. Le gouvernement a fermé l'ensemble du système Internet iranien pendant plus d'une semaine, et les lignes téléphoniques ont été activement surveillées par les agences de sécurité. Les autorités iraniennes ont averti que toute personne qui essaierait de contourner l'interdiction d'Internet en utilisant d'autres moyens pour envoyer des informations sur les manifestations, serait arrêtée et accusée de trahison, ce qui est passible de la peine de mort.

Toutes les forces progressistes et de gauche en Iran, y

compris nos camarades du parti Tudeh, ont soutenu les manifestations populaires et les demandes légitimes du peuple pour du changement. Nous sommes solidaires de leur lutte courageuse contre les mesures répressives adoptées par les autorités, et nous exigeons la libération immédiate de tous les prisonnier-e-s.

Tandis que nous nous joignons à d'autres pour protester contre la violente répression exercée contre les manifestations pacifiques, nous faisons également une mise en garde contre tout appel à une quelconque «intervention humanitaire» impérialiste. La décision de Donald Trump de déchirer le Plan d'action global conjoint, adopté par l'Iran et le P5+1 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine + Allemagne) avec l'Union européenne et d'imposer unilatéralement des sanctions, a intensifié les problèmes économiques de l'Iran. La suppression de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran a eu pour effet de l'isoler davantage et de renforcer ses forces de sécurité.

En ce moment critique, soutenir l'ingérence américaine sous quelque forme que ce soit, signifie soutenir les plans impérialistes visant à imposer la domination des États-Unis sur l'Iran avec une nouvelle version du régime brutal du Shah. Comme nous l'avons vu dans d'autres pays, l'engagement militaire des États-Unis n'apporte pas la paix et la stabilité, mais a au contraire le potentiel de déclencher une guerre plus large au Moyen-Orient, et pose même le danger d'un conflit nucléaire catastrophique. Une véritable solidarité internationale signifie se tenir aux côtés des mouvements populaires du peuple iranien dans sa lutte pour la paix, les droits humains, la démocratie et la justice sociale; le peuple iranien gagnera sa liberté grâce à ses propres efforts héroïques. Le Parti communiste du Canada continuera d'être ainsi solidaire tout au cours de la lutte qui se poursuivra. ♦

Solidarité avec le peuple haïtien!



Par JP Fortin

Rassemblés au Parc Toussaint-l'Ouverture, quelques centaines d'allié.e.s et ami.e.s du peuple haïtien ont marché dans les rues de Montréal en ce 17 novembre. Cette manifestation était l'une des dizaines organisées par la diaspora haïtienne dans les grandes villes d'Europe et d'Amérique. En plus d'exprimer leur solidarité avec les milliers d'haïtien.nes dans les rues contre la corruption et le pouvoir en place, les manifestants ont commémoré la bataille de Vertières qui, en 1803, mena à la création d'*Ayiti*, la première république d'afrodescendants libres en Amérique.

Depuis 15 mois maintenant, les Haïtien.nes prennent les rues par milliers pour réclamer la justice et le droit à une vie digne. Ils demandent la chute de Jovenel Moïse et son gouvernement corrompu qui mène une guerre contre son peuple. Le mouvement de contestation et de grève est avant tout anti-impérialiste. L'ennemi à chasser est le *Core group* c'est-à-dire les puissances impérialistes qui s'ingèrent dans la vie des Haïtien.nes et appuient Moïse; les États-Unis, le Canada, la France entre autres. L'impérialisme est système génocidaire qui détruit la planète, exploite et humilie les peuples du Sud global.

La lutte du peuple haïtien nous concerne tous. C'est aussi la lutte des peuple chiliens, boliviens, vénézuélien, irakien, etc. C'est un mouvement de contestation mondial du capitalisme qui transcende les frontières. Célébrons l'héritage immense de la révolution haïtienne et ses idéaux, le mouvement d'abolition de l'esclavagisme et d'indépendance des peuples qu'elle entraîna partout sur la planète. ♦

→ **LEGAULT - Suite de la p. 1** — À partir de 2020, les personnes immigrantes devront désormais passer un test et obtenir une attestation sur leur connaissance des valeurs québécoises pour être sélectionnées par le Québec. Néanmoins, il semble selon des spécialistes du droit en immigration que le test n'aura qu'une valeur symbolique puisque qu'en cas d'échec, les personnes pourront reprendre le test ou suivre une formation, mais ne seront pas expulsées. Selon Patrick Taillon, professeur de droit à l'Université Laval, il s'agit surtout d'un calcul électoraliste : « *On pourrait dire que le gouvernement a surtout cherché à conquérir un électorat inquiet des transformations de la société sous l'effet de l'immigration, et qu'il a voulu faire campagne sur le dos des immigrants.* »

LA CAQ CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les travailleur-euse-s qui manifestent contre la déréglementation de l'industrie du taxi font partie de la résistance aux politiques de la CAQ. Les chauffeurs et les chauffeuses de taxi demandent le remboursement intégral des permis, au-delà de la maigre compensation offerte par le gouvernement. Il faut dire que le gouvernement Couillard avait déjà cédé le marché à la multinationale UBER en fermant les yeux sur le taxi illégal. Le prix des permis s'est vite effondré et des milliers de familles ont perdu beaucoup d'argent. Avec sa loi 17, la CAQ confirmait le tout et donnait sur un plateau d'argent le marché du taxi UBER. La compensation financière de 500 millions pour les chauffeurs et les chauffeuses sera remboursée par les Québécois-es. Les chauffeur-euse-s réclament 1.5 milliards \$ au gouvernement. À suivre.

Il n'y a pas que dans l'industrie du taxi où les travailleurs-euses ont dû affronter le préjugé anti-ouvrier de la CAQ. Entre autres, les travailleur-euse-s d'ABI qui résistaient à leur employeur qui les avait mis en lockout depuis des mois, ont subi l'intervention directe du premier ministre qui a encouragé la multinationale à maintenir la ligne dure contre elles et eux.

Les travailleurs-euse-s de la SÉPAQ (une société d'état du gouvernement qui gère les parcs nationaux et les réserves fauniques de la province, ndlr) qui avaient entrepris un mouvement de grève au début de l'été, principalement pour obtenir des salaires plus décents, ont dû rejeter une entente de principe insatisfaisante survenue entre l'employeur et leurs représentant-e-s syndicaux. Cette entente a interrompu la grève juste avant la période stratégique des vacances de la construction. Or, l'entente n'accordait même pas l'indexation au taux d'inflation. En fait, elle ne prévoyait qu'une hausse de seulement 5% sur 5 ans, soit 2% en 2019, 0% en 2020 et 1% pour chacune des trois autres années, le tout assorti d'une clause-remorque avec le résultat des négociations à venir avec le secteur public. Pourtant, certains des employé-e-s de la SÉPAQ sont payés à peine un peu plus que le salaire minimum. Cette négociation devra se poursuivre en 2020. Mais déjà, il apparaissait aussi très clairement que le gouvernement entendait bien adopter la ligne dure contre les employé-e-s du secteur public.

La CAQ ne prend même pas la peine de

caché son parti-pris patronal. Au début de juin, pressé par l'opposition d'agir contre la délocalisation vers l'Inde d'une partie de la production de l'entreprise Velan, spécialisée dans la robinetterie industrielle, le premier ministre Legault rétorquait au contraire que c'était une bonne chose de transférer ces emplois à l'étranger, accusant la cheffe de Québec Solidaire d'être « communiste » parce qu'elle osait critiquer son approche.

La CAQ s'est même permis de réclamer du gouvernement fédéral une loi spéciale contre les travailleur-euse-s du Canadian National, lequel s'organisait pour provoquer délibérément une pénurie de gaz propane afin de pouvoir en blâmer la grève.

Un gouvernement majoritaire à l'Assemblée nationale étant investi d'un grand pouvoir, Québec Solidaire ou les libéraux n'ont pas pu, en tant que partis d'opposition, faire quoi que ce soit contre les bâillons de la CAQ. Les grèves tournantes du taxi et les quelques manifestations antiracistes ont certes mis de la pression sur le gouvernement, mais pas suffisamment pour qu'il recule. Les enseignantes lésées et chauffeurs de taxi se sont tournés vers les tribunaux.

LA CAQ, LES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ ET LES COMMISSIONS SCOLAIRES

La CAQ a fait adopter sous bâillon son projet de loi 34 sur les tarifs d'électricité bien que celui-ci fût condamné par presque tout le monde, tant par les associations commerciales et industrielles que par les groupes de défense des consommateurs-trice-s, ainsi que par tous les partis d'opposition. C'est suite à un rapport du vérificateur général du Québec qui avait révélé qu'Hydro-Québec avait empoché des trop-perçus se montant à plus de 1,7 milliard \$ depuis 2005 qu'est survenu la promesse de la CAQ de rembourser les consommateur-trice-s. Finalement la CAQ a accouché du PL34 qui prévoit geler les tarifs en 2020 et de ne rembourser seulement que 500 millions \$ du trop-perçu. Mais en passant, le projet de loi retire aussi à la Régie de l'énergie son pouvoir de fixation du prix de l'électricité. Celui-ci sera désormais fixé automatiquement au niveau de l'inflation. Or depuis les 10 dernières années, la hausse qui avait été accordée par la Régie à chaque année avait été inférieure à l'inflation. Par ce truchement, contrairement à ses promesses, ce sont des centaines de millions supplémentaires que le gouvernement et Hydro-Québec vont aller chercher dans les poches des consommateur-trice-s.

La CAQ a été tentée de forcer aussi l'adoption du projet de loi 40 abolissant les commissions scolaires, mais s'est finalement ravisée. Le projet de loi est aussi contesté de toutes parts, notamment avec force par les syndicats d'enseignant-e-s, mais il implique quant à lui d'importants enjeux constitutionnels. Il prévoit remplacer les commissions scolaires par des centres de services. L'élection de commissaires au suffrage universel sera abolie dans le cas des commissions francophones, bien que maintenue pour les anglophones, ces dernières ayant dès le départ manifesté leur intention de ne pas respecter la loi et d'en contester la constitutionnalité. Mais en retour, cela a pour effet de rendre le projet de loi complète-

ment discriminatoire. Des conseils d'administration composés de bénévoles, soit 8 parents provenant des conseils d'établissement, 4 membres de la communauté et 4 membres du personnel scolaire, désignés par leurs pairs, remplaceront les commissions scolaires. Au final, le ministre de l'Éducation vise ainsi à centraliser plus de pouvoir décisionnel entre ses mains.

Comme le soulignait Michel C. Auger de Radio-Canada dernièrement, depuis un an le gouvernement de la CAQ cherche à concentrer le plus possible le pouvoir entre ses mains en éliminant les avis extérieurs et les institutions qui peuvent faire office de contre-pouvoirs. Les projets de loi 34 et 40 en sont de parfaits exemples. Il en va de même en ce qui concerne le *Fonds vert* qu'on avait doté d'un conseil de gestion du fait de ses errances et de sa médiocre performance. Or, l'organisme est remplacé par un nouveau au même office, nommé *Fonds d'électrification et de changements climatiques*, mais on profite de l'occasion pour abolir le conseil de gestion qui devait en exercer la surveillance, de sorte que le nouveau Fonds redevient discrétionnaire sous le contrôle direct du ministre. Y aurait-il là-dessous un certain mépris de la démocratie, voire un petit penchant pour la dictature?

LA CAQ, L'ENVIRONNEMENT ET LES NATIONS AUTOCHTONES

Les manifestations du 27 septembre 2019 pour l'environnement dans plusieurs villes du Québec, dont celle de Montréal en particulier qui a rassemblé un demi-million de personnes, démontrent que les Québécois-es sont vraiment très préoccupés par cette question. Cela a d'ailleurs eu un impact déterminant sur le résultat des élections fédérales. Or, il peut sembler paradoxal qu'un an plus tôt, la CAQ ait pu remporter l'élection provinciale alors qu'elle n'avait absolument rien à proposer sur la question de l'environnement. Écologie oblige, François Legault se dit « pragmatique », façon de dire une chose et son contraire, notamment en essayant de faire passer des projets de nature « économique » en projets « verts ». C'est le cas par exemple du fameux 3^{ème} lien entre Lévis et Québec. Il en va de même concernant le projet de pipeline et d'usine de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay (GNL), soutenu par la CAQ. Dernièrement, sous prétexte de défendre les prérogatives provinciales contre le pouvoir fédéral, le gouvernement de la CAQ a décidé de soutenir les gouvernements conservateurs de l'Ontario et de la Saskatchewan dans leur opposition à la taxe carbone fédérale, notamment en intervenant devant la Cour Suprême. Bref, considérant la nature du gouvernement de la CAQ, le risque de confrontation sur la question de l'environnement pourrait être assez important par les temps qui viennent.

La façon dont la CAQ se soucie des nations autochtones est du même genre. À peine deux mois après qu'elle fut élue, la CAQ a mis fin au projet de parc éolien Apuiat sur la Côte-Nord. Ce projet impliquait la nation innue avec des compagnies, Boralex et la Société renouvelable Canada. La nation innue de la Côte-Nord espérait que ce projet l'aide à développer son autonomie économique, notamment

en créant quelques centaines d'emplois. Or selon Legault, le projet n'était pas rentable...pour Hydro-Québec.

La CAQ a eu la même approche dernièrement à propos de la Loi fédérale C-92 adoptée en juin 2019 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. La loi, considérée comme une avancée majeure par les peuples autochtones de partout au pays, leur cède le contrôle et confirme leurs droits et leur compétence en matière de services à l'enfance et à la famille. Or, le gouvernement de la CAQ a plutôt décidé de contester en Cour d'appel la constitutionnalité de la loi fédérale, alléguant qu'elle empiétait dans le champ de compétence des provinces en matière de services sociaux et de protection de la jeunesse.

Il s'agit là d'une totale négation du droit à l'autodétermination des nations autochtones. Évidemment, les chefs autochtones de partout au pays, dont celui de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL), M. Ghislain Picard, s'insurgent contre le gouvernement de François Legault. Toutes et tous lui rappellent les recommandations des différentes commissions d'enquête, dont la Commission de vérité et réconciliation (CVR), et plus récemment la commission Viens, qui encouragent la prise en charge des enfants autochtones par leur propre communauté

ET 2020?

La contestation de la *Loi sur la Laïcité de l'État* devant les tribunaux, va demeurer l'un des enjeux les plus sensibles au Québec durant l'année qui vient. Cet enjeu s'était même invité dans la campagne électorale fédérale l'automne passé, à l'avantage du Bloc québécois. À la fin de l'année, les défenseur-dresse-s de la loi sont montés aux barricades et s'en sont pris au processus de contestation judiciaire et particulièrement à la juge en chef Nicole Duval Hesler. Les défenseur-dresse-s de la loi savent très bien que cette loi est discriminatoire (le recours à la clause nonobstant constitue ni plus ni moins qu'une admission) et pourrait être déboutée devant les tribunaux.

C'est cette question qui explique en bonne partie le fait que le niveau de popularité du gouvernement demeure élevé en dépit des attaques de plus en plus nombreuses qu'il mène contre le peuple et en particulier contre la classe ouvrière. L'Histoire foisonne d'exemples de ce genre de gouvernements qui se sont ouvertement attaqués à des minorités pour mieux s'attaquer à la majorité presque à son insu. Celles et ceux qui s'opposent à la loi 21 ne doivent pas compter que sur la contestation devant les tribunaux. Les mouvements antiraciste et féministe, le mouvement ouvrier, doivent s'organiser et être visibles partout au Québec. Ultimement, c'est la force de la mobilisation dans la rue qui sera la plus déterminante.

Face à la CAQ nous devons créer une opposition solide et organisée. Bientôt ce gouvernement utilisera la question identitaire à toutes les sauces pour mater ses opposant-e-s. Avec les négociations du secteur public qui sont commencées et qui s'annoncent difficiles, il faudra rester uni. Saluons celles et ceux qui ont tenu tête au gouvernement Legault en 2019 et préparons-nous à une seconde manche encore plus corsée en 2020. ♦

→ **MORALES — Suite de la p. 5**

Vous dites que vous avez été victime d'un coup d'Etat, à quoi l'attribuez-vous ?

Evo Morales. "C'est un coup d'Etat national et international. Fondamentalement, c'est un coup d'Etat dû à deux choses : au fait que nous pouvions être une alternative, une référence en nous libérant des diktats du gouvernement des États-Unis. Les pays industrialisés ne veulent pas être

conurrencés. Nous avons commencé à remplacer les importations. Et je suis absolument convaincu que c'est un coup d'Etat pour le lithium. Nous avons commencé l'extraction industrielle du lithium en tant qu'Etat (...). En tant que petit pays de 10 millions d'habitants, d'ici peu nous allons définir le prix du lithium. On sait que nous avons les réserves les plus importantes au monde, 16.000 km² de lithium".

Le gouvernement intérimaire de

Jeanine Añez a décidé d'intégrer la Bolivie au Groupe de Lima, une instance régionale formée en 2017 dans le but de chercher une issue à la crise au Venezuela. Qu'en pensez-vous ?

Evo Morales. "Être membre du Groupe de Lima, c'est comme être membre de l'Alca (Aire de libre-échange des Amériques), c'est être soumis aux politiques des États-Unis comme à celles du Fonds monétaire international. C'est revenir en arrière pour la Bolivie, c'est perdre notre souveraineté

et l'indépendance de l'Etat, perdre la dignité et l'identité du peuple bolivien. La région est en lutte, elle s'oppose (...). Je comprends que les États-Unis nous divisent et Luis Almagro (secrétaire général de l'OEA, ndlr) et son groupe d'observateurs sont le meilleur instrument de domination de l'Amérique latine et des Caraïbes (...). Luis Almagro devrait être jugé pour sa responsabilité de tant de massacres et de morts en Bolivie". ♦

UNE RÉUNION INTERNATIONALE QUI CÉLÈBRE LE CENTENAIRE DU COMINTERN ET SOULIGNE LE BESOIN D'UNE PLUS GRANDE UNITÉ DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Par ELIZABETH ROWLEY, 19 NOVEMBRE 2019

La 21^{ème} Réunion internationale des partis communistes et ouvriers (RIPCO) s'est tenue du 18 au 21 octobre à Izmir en Turquie, au moment même où le gouvernement turc lançait son invasion de la Syrie sous prétexte de protéger les Kurdes.

En fait, comme l'a déclaré le chef du Parti communiste turc Kemal Okuyan lors d'une présentation spéciale sur les droits nationaux kurdes et le contexte de l'invasion, les Kurdes étaient déjà parvenus à un accord avec le gouvernement syrien qui garantissait leur sécurité, et la paix dans la région.

Contrairement aux rapports et aux analyses des médias occidentaux, le soudain retrait des troupes américaines n'avait pour but que de créer une ouverture qui allait donner l'occasion à la Turquie, membre de l'OTAN et alliée des États-Unis, d'envahir la Syrie dans l'espoir de relancer la guerre pour renverser le gouvernement syrien - une guerre que l'impérialisme a perdue - en se servant des Kurdes comme excuse. Cette invasion était illégale en regard du droit international et n'avait rien à voir avec la défense des Kurdes.

Dans une résolution exigeant le retrait immédiat de toutes les forces turques, la RIPCO a condamné l'invasion et exprimé sa solidarité avec le peuple syrien.

Le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) de Chypre a présenté une résolution exigeant le retrait de toutes les forces d'occupation turques de Chypre et la fin de la division imposée au pays. Le gouvernement turc et l'OTAN maintiennent cette division pour faire avancer leurs intérêts stratégiques dans la région.

Ce début de réunion était une claire illustration du développement dangereux que connaît la situation internationale. Parmi les menaces, il y a la position et les actions de plus en plus agressives de l'impérialisme américain et européen dans la région et dans le monde, la montée de la réaction et du fascisme en Europe, dans les Amériques, dans le sous-continent indien, en Asie du Sud, et le danger croissant d'une guerre conventionnelle ou nucléaire déclenchée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN afin d'imposer leurs intérêts et leurs objectifs stratégiques.

La Réunion a entendu les rapports des 75

partis présents. Les délégué-e-s ont fourni des analyses des éléments particuliers caractérisant les attaques de l'impérialisme contre la classe ouvrière et les travailleur-euse-s dans leurs pays, et sur les luttes des peuples pour la paix, le socialisme, la souveraineté, la démocratie et la justice climatique partout dans le monde.

Tandis que l'impérialisme intensifie son offensive, la résistance des peuples autour du monde s'intensifie également. Les luttes populaires contre les gouvernements réactionnaires et fascistes en Amérique latine ont commencé à porter leurs fruits, alors que les forces communistes, ouvrières et démocratiques s'organisent contre l'austérité sévère et les graves attaques contre les droits civils, sociaux, syndicaux et démocratiques.

Au Vénézuéla, malgré des sanctions économiques écrasantes, des tentatives de coup d'État et des efforts du gouvernement canadien et américain pour mobiliser le groupe de Lima et renverser le gouvernement Maduro, la classe ouvrière et le peuple vénézuélien continuent de soutenir la révolution bolivarienne et résister aux attaques féroces de l'impérialisme.

Malgré les efforts de l'impérialisme américain pour saper et renverser le gouvernement cubain, y compris en activant des sections jusqu'à présent inutilisées de la loi Helms-Burton, le peuple cubain et les travailleur-euse-s des Amériques et du monde entier ont accru leur solidarité et leur soutien envers le premier pays socialiste des Amériques. Cette lumière de la liberté ne s'éteindra pas.

La lutte pour la démocratie et le socialisme au Soudan, contre le gouvernement militaire et contre l'impérialisme américain et européen, a mobilisé le peuple dans des luttes massives au cours des dix derniers mois. Il en a résulté d'importantes victoires pour le peuple travailleur et au contraire, des défaites pour les militaires.

Au Moyen-Orient, la lutte héroïque du peuple palestinien se poursuit alors qu'Israël poursuit son expansion illégale et la guerre contre Gaza et la Cisjordanie. Pendant ce temps, les peuples d'Iran font face à des sanctions punitives et aux menaces d'invasion et de guerre de la part États-Unis.

Dans les anciens pays socialistes d'Europe, une lutte pour arrêter la montée du fascisme et de la réaction est en cours. Les partis communistes sont déclarés illégaux ou menacés d'illégalité tandis que leur histoire et celle du socialisme dans ces pays sont en train d'être effacées.

Les pays socialistes de la RPDC (Corée du Nord), du Vietnam, du Laos et de la Chine en Asie subissent des sanctions

économiques et d'autres menaces. La RPDC continue de faire face aux menaces américaines d'invasion et de guerre, avec de nouveaux exercices militaires menés par les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud impliquant des survols d'avions.

Au Canada, ces menaces croissantes contre le socialisme comprennent l'arrestation illégale de Meng Wanzhou, cadre de Huawei, et les efforts actuels des États-Unis et du Canada pour l'extrader vers les États-Unis afin d'y être jugée pour des accusations fausses et extraterritoriales concernant le commerce de la Chine avec l'Iran.

Dans les pays capitalistes avancés, la lutte contre l'austérité et la répression s'intensifie, alors que les travailleur-euse-s constatent de plus en plus que résister au néolibéralisme, à la guerre et aux changements climatiques est le seul moyen de réaliser un changement qui peut leur profiter.

Les grèves et les manifestations climatiques ont également été une démonstration de la force du peuple travailleur, une fois qu'il est alerté des conséquences catastrophiques de l'inaction. Au Canada, ces manifestations ont été les plus impor-

tantes depuis 20 ans, et un message clair que les travailleur-euse-s et les jeunes sont prêts à agir et sont tout sauf complaisants.

Partout dans le monde capitaliste, les attaques contre les travailleur-euse-s, contre le socialisme, la démocratie et la souveraineté s'intensifient. De plus en plus, les gouvernements capitalistes laissent libre cours au développement des partis et mouvements politiques réactionnaires et fascistes, car ils sont une assurance pour le capitalisme qui inspire de moins en moins confiance, alors que la résistance s'accroît et qu'à nouveau une grave récession mondiale est en train de se préparer.

Le thème de la Réunion était également fort approprié, célébrant le centenaire de la fondation du Comintern en 1919. Un élément clé du travail du Comintern aura été la lutte contre le fascisme durant les années 1920, 30 et 40, incluant l'analyse qu'en fit Georges Dimitrov comme étant la dictature ouverte et violente des sections les plus réactionnaires du capital.

La déclaration finale de la RIPCO met l'accent sur la nécessité de l'unité des partis communistes et ouvriers dans la lutte mondiale contre l'impérialisme et pour le socialisme, la paix et la justice climatique. Les partis s'entendent pour dire qu'il est urgent d'être plus unis, particulièrement en termes d'actions unitaires et coordonnées.

L'appel final de la Réunion précise une longue liste d'activités conjointes à entreprendre. Celles-ci sont axées sur la solidarité avec les luttes des peuples à travers le monde et implique le travail nécessaire pour briser le black-out entourant ces justes luttes et pour développer le soutien à leur endroit. L'appel propose également de mener une action de masse contre la guerre impérialiste et les dépenses militaires, ainsi que contre les changements climatiques.

L'Appel souligne également d'importants anniversaires, notamment le 200^{ème} de la naissance d'Engels et le 150^{ème} de celle de Lénine, le centenaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, et le centenaire de la fondation de nombreux Partis communistes à travers le monde.

La 22^{ème} Réunion internationale se tiendra l'année prochaine à Pyongyang, en République populaire démocratique de Corée. ♦



Liz Rowley est la Cheffe du Parti communiste du Canada et était déléguée à la 21^{ème} RIPCO



PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

5359, AVENUE DU PARC
MONTREAL, H2V 4G9
PCQPCC@GMAIL.COM
WWW.FACEBOOK.COM/
PCQ1965/

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA



abonnez-vous à **Rebel-Youth**, la revue bilingue de la Ligue de la jeunesse communiste du Canada!

Toute l'info sur www.ycl-ljc.ca

PEOPLE'S VOICE
NEWS FOR PEOPLE
NOT FOR PROFITS!

\$30 pour 1 an \$50 pour 2 ans
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an

NOM: _____
ADRESSE: _____
CODE POSTAL: _____

Envoyez à: PEOPLE'S VOICE,
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1

Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!

NOM _____

ADRESSE _____

25 \$ pour 6 numéros

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc, Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"

